



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 23 - vendredi 5 mars 2010

Dans ce numéro :

- Encourager les salariés, les chômeurs, les jeunes à exiger leur dû, à ne rien lâcher, pour tout changer !
- 8 mars 2010 : affirmer la continuité de la lutte pour l'égalité des sexes

Encourager les salariés, les chômeurs, les jeunes à exiger leur dû, à ne rien lâcher, pour tout changer !

A moins de dix jours du premier tour, la campagne des Régionales apparaît bien loin des préoccupations du plus grand nombre. Alors que les petites phrases succèdent aux manœuvres d'appareils, que tous ont les yeux rivés sur 2012 de De Villepin à Sarkozy, d'Aubry à Royal et DSK en passant par Bayrou, Cohn-Bendit et Mélenchon... il est bien difficile de voir en quoi ces élections peuvent être utiles à ceux qui veulent agir pour changer les choses.

L'UMP s'embourbe dans cette campagne avec des relents nauséabonds, le PS ne doit sa pseudo embellie qu'à la crise de la droite, et chacun sait que quelles que soient les majorités des Régions demain, le problème de qui paiera la crise et du partage des richesses sera entier. C'est à cela que la campagne du NPA voudrait répondre, en portant les exigences du monde du travail. Même si les débuts de la campagne ont mis nombre de militants en difficulté, c'est le moins qu'on puisse dire, cette dernière semaine doit nous permettre de faire entendre la voix claire et indépendante de l'anticapitalisme, la voix de notre classe, celle de la démocratie, de l'émancipation.

Ne rien lâcher !

Ne rien lâcher, c'est le sens des luttes de ceux qui, ces dernières semaines, refusent de payer les conséquences de la loi du profit. Celle des travailleurs de la raffinerie Total à Dunkerque qui, malgré l'appel de la CGT du groupe à la reprise du travail, ont reconduit leur grève avec leurs syndicats locaux SUD, CGT et FO jusqu'au 8 mars, date du CCE où leur avenir sera « discuté ». C'est aussi le sens de la lutte des Philips à Dreux ; celle des marins de la SNCM qui viennent de faire reculer leur direction sur ses projets de réduction de la flotte et obtenir le passage de 40 CDD en CDI ; celle des lycéens et des professeurs de la Région parisienne qui se sont donné rendez-vous à la rentrée ; ou encore celle des ingénieurs de Siemens à Saint-Chamond qui ont séquestré le Directeur financier et la DRH pour que soit entendues leur colère et leur opposition à la fermeture du site pour une nième délocalisation.

Des luttes contre les licenciements mais aussi pour les salaires, dont toutes ne font pas la une des journaux, loin de là, mais qui font toutes écho à la grève des travailleurs grecs la semaine dernière avec comme slogans « *Grève contre les spéculateurs* », « *Les hommes et leurs besoins sont au-dessus des marchés et des profits* » ou « *Les marchés doivent payer pour la crise !* ».

C'est bien cela qui est au cœur de la situation politique et sociale : l'affrontement entre l'intérêt général, celui des travailleurs, de la population, et la logique capitaliste, la course au profit, à la rentabilité, la mise en concurrence de tous contre tous qui provoque des reculs sociaux en chaîne. Une logique que Pépy, Président de la SNCF, reprend à son compte à propos de la possible ouverture à la concurrence des TER : « *il faut que les conditions sociales soient harmonisées entre la SNCF et les autres opérateurs pour que la compétition soit équitable* »... ce qui signifie pour lui revoir l'organisation du travail, les salaires et le temps de travail des cheminots.

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Crise ou pas, les dirigeants des entreprises, les mêmes qui licencient et implorent l'aide de l'Etat, annoncent à tour de rôle les profits 2009 : 8,4 milliards d'euros pour Sanofi Aventis ; 7,8 milliards pour Total ; 3 pour BNP Paribas ; 3,9 pour EDF ; 1,1 pour le Crédit agricole... Des milliards directement issus du travail humain, de l'exploitation, redistribués en dividendes aux actionnaires.

Le corollaire, c'est un chômage à plus de 10 %, un million de chômeurs en fin de droits cette année, les salaires qui stagnent ou baissent (l'Insee vient de révéler qu'ils ont baissé de 0,3 % par an dans la fonction publique hospitalière entre 2002 et 2007).

Discrédit et crise au sein de la droite

En faisant le choix d'envoyer nombre de ses ministres conduire les listes aux Régionales, Sarkozy espérait faire avaliser son offensive anti-ouvrière et raciste et, tout particulièrement, l'attaque contre les retraites. Mais la situation se retourne contre lui, le gouvernement est en difficulté, fragilisé par les conflits sociaux. La détermination des grévistes, tant à Philips qu'à Total, ont contraint Estrosi à intervenir, mais ses grandes déclarations ont surtout étalé son impuissance.

Le discrédit grandissant du gouvernement aggrave la crise de la droite, menacée de perdre les deux seules régions qu'elle gouvernait. Face au désastre annoncé, Sarkozy -qui laissait jusque là Fillon diriger la campagne- vient de monter en première ligne en convoquant Péresse, tête de liste Ile de France pour s'expliquer sur sa contre performance et ses cafouillages grossiers (les mensonges crasseux préparés avec le maire UMP de Franconville, traînant dans la boue Soumaré, tête de liste PS d'origine malienne). La situation rend la droite nerveuse, et particulièrement médiocre.

Le PS profite de la situation... et se fait le relais du gouvernement dans les régions

Au PS, Martine Aubry est parait-il regonflée... Mais l'ambition du PS est simple, par-delà ses rivalités internes : continuer la politique qu'il mène à la tête de 20 des 22 régions. Une politique toute dévouée aux intérêts des « entreprises » au nom de la « relance » et de « l'emploi », déclinaison locale de celle que mène la Droite au gouvernement.

Car le PS n'a d'autre politique face à la crise que celle que mènent les gouvernements socialistes espagnol ou grec, ou encore DSK à la tête du FMI. Une politique totalement soumise à la logique libérale, au service de l'ordre capitaliste.

Quant à Europe Ecologie et aux Verts, qui partagent avec le PS (et parfois le PCF) le bilan des Régions, ils ont choisi de se présenter seuls contrairement à 2004, espérant mieux négocier les places au second tour et voulant croire à une réédition des Européennes... De fait, ils peinent à prolonger l'effet, ce qui n'empêche pas Cohn-Bendit de négocier les places pour... les législatives de 2012, et de continuer son recentrage avec, dernier épisode, des appels du pied à Rama Yade...

Le Modem, lui, en pleine déconfiture et qui s'est récemment découvert une fibre sociale, se prépare aussi à négocier avec le PS (quand ce n'est pas fait dès le premier tour comme en Poitou Charente) du moins là où il obtiendra les 5 %...

Une « gauche de gauche » ?...

Mais heureusement, le Parti de Gauche veille : Mélenchon vient d'annoncer la sortie d'une « brochure anti-Bayrou » à l'usage du PS pour lui « démontrer que le MoDem a un programme de droite ». « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher le PS de s'allier avec le MoDem » a-t-il dit. Quant à savoir si le PS est de gauche, la brochure n'est pas encore sortie...

Ce qui est sûr et que répètent Mélenchon et ses alliés, c'est que le Front de Gauche veut « agir dans des majorités ». Et on peut faire confiance tant au PCF, qui a déjà beaucoup donné, qu'à Mélenchon, ancien ministre de Jospin... Le FdG a beau vouloir « vitaminiser la gauche », ne pas vouloir une « gauche raplapla », son « projet de long terme » dont parle Piquet ne peut être que de se retrouver comme nouvelle force d'appoint du PS... il n'a d'autres perspectives que d'aller au pouvoir avec lui dans les régions aujourd'hui, à la tête de l'Etat demain. Pour Mélenchon, les choses sont simples : « Si vous votez massivement pour le Front de gauche, vous fonderez un Front de gauche durable qui fera toutes les élections ensemble et ceci jusqu'au sommet de l'Etat ! ».

Face à la crise, répondre à l'offensive idéologique, porter les exigences du monde du travail, en toute indépendance de la gauche gouvernementale

Loin de toutes ces tractations, la campagne du NPA entend aider à faire face à l'offensive, tant économique qu'idéologique. Les listes *Tout changer, rien lâcher !* font écho à ceux qui résistent, pour que soit entendue la voix de la révolte contre ce système, en toute indépendance des appareils et de tous ceux qui appellent au « sens des réalités », au « dialogue ».

Notre programme n'est pas un catalogue de revendications qu'une bonne majorité pourrait petit à petit appliquer à la Région, mais un programme d'urgence pour les luttes face aux ravages de la crise. Nos listes se veulent un encouragement à tous ceux qui se battent.

Certes, le NPA a été mis en difficulté par les débuts de la campagne. La façon dont se sont déroulées les « discussions unitaires » l'a fragilisé, le rendant par trop sensible aux pressions du Front de Gauche. Alors même qu'il était clair que celui-ci postulait à participer aux majorités avec le PS, le PG et le PC ont utilisé les hésitations pour manœuvrer jusqu'à la veille du dépôt des listes dans certaines régions. Cela a non seulement joué avec les nerfs des militants mais a troublé et fait perdre confiance. Et surtout semé la confusion sur notre orientation politique. Sans parler du fait accompli de la présence d'une candidate portant le foulard islamique qui heurte à juste titre bien des militant(e)s et des sympathisant(e)s, tant sur la forme que sur le fond, et rompt avec le combat pour l'égalité des sexes et contre les préjugés religieux

Alors, tout cela a certes pesé et démoralisé, mais cette dernière semaine de campagne est justement l'occasion de parler clairement notre voix, celle de la lutte de classe, de la révolte, en toute indépendance des appareils institutionnels, la voix des oubliés, des sans grade qui font tourner la société. Sans sectarisme mais en disant clairement ce qui est, à l'image du parti que nous voulons construire, un parti ouvert, où la démocratie se bâtit par en bas, par la participation de tous en pleine indépendance des partis institutionnels.

Alors oui, tout changer, rien lâcher ! Il reste une semaine pour convaincre de l'utilité de voter pour nos listes, et bien plus pour appeler largement les travailleurs(euses), les privé(e)s d'emploi, les jeunes à prendre part à la construction du NPA, d'un parti pour aider à l'unité, unité des anticapitalistes et des révolutionnaires, unité du monde du travail et de la jeunesse face à la crise, et pour œuvrer à la prise en main de la société par les classes exploitées elles-mêmes.

Isabelle Ufferte

[Au sommaire](#)

8 mars 2010 : affirmer la continuité de la lutte pour l'égalité des sexes

Le 8 mars, cela fera 100 ans que Clara Zetkin, militante de la II^{ème} Internationale, aura proclamé avec ses camarades la naissance de la journée internationale des femmes, en hommage aux ouvrières du textile qui, aux Etats-Unis, avaient mené une série de grèves très dures l'année précédente. Une journée de lutte qui marquera le début de la Révolution russe de 1917...

Aujourd'hui, ce combat est tout aussi actuel. Au cours du mouvement de révolte du peuple iranien ces derniers mois, c'est une femme, Neda, en lutte contre le régime et pour la liberté des femmes contre l'intégrisme religieux, qui en est devenue un symbole. Le lien entre féminisme et lutte des classes est profond, indissoluble, même si aujourd'hui bien des féministes voudraient l'effacer sous la pression du recul général.

Depuis les années 1970 où il avait connu son apogée en imposant, en particulier, le droit à la contraception et à l'avortement, le mouvement féministe a connu un recul progressif puis, à partir de 2005, une grave crise, principalement à travers l'évolution de Ni Putes Ni Soumises dont la principale dirigeante, Fadela Amara, a fini ministre de Sarkozy. Cette crise participe du recul général du mouvement ouvrier et de la gauche.

En même temps, le mouvement féministe est devenu de plus en plus mondial, et il pose, comme lors de la Marche Mondiale des Femmes qui commence le 8 mars, le problème des rapports à la propriété et au contrôle des ressources naturelles... Dans le cadre même du recul, se créent les bases d'un nouvel essor du féminisme, au cœur même des classes exploitées. L'avenir de ce mouvement, auquel nous participons, est pleinement dépendant de sa capacité à se lier au mouvement ouvrier.

Il est patent que le féminisme « réformiste » a révélé toutes ses limites. Son évolution s'inscrit dans une évolution plus globale qui se traduit par l'intégration, l'adaptation de la social-démocratie au capitalisme libéral. Cette adaptation est le plus court chemin vers la remise en cause des acquis, y compris sur le terrain de la lutte pour l'égalité des sexes. Les concessions minimales obtenues sur ce plan, parité en politique, plus d'égalité professionnelle, de l'éducation à la sexualité, l'ont été au prix d'une capitulation sur le terrain social et politique qui a ouvert la porte à une offensive réactionnaire et laissé le terrain, dans les milieux immigrés ou issus de l'immigration, à l'influence croissante des religieux.

Sur le terrain social et économique, les discriminations, l'oppression s'accroissent à nouveau : les femmes gagnent 27 % de moins que les hommes à qualification égale, leurs retraites sont aussi inférieures de 40 % à celles des hommes. Les femmes sont toujours soumises à la double journée de travail, et ce sont elles qui assument le plus souvent l'éducation des enfants. Ainsi, 95 % des familles monoparentales sont-elles dirigées par des femmes. Mais il y a aussi les violences faites aux femmes, et les nombreuses entraves juridiques et matérielles à la liberté de disposer de leur corps et à contrôler leur maternité -27 % seulement des pays dans le monde autorisaient en 2003 l'avortement « sans motivation »-, voire le simple droit démocratique de divorcer... Avec la mondialisation, l'immigration économique et climatique a aussi fait augmenter la prostitution, voire la traite, dans des proportions inégales.

Les avancées, les acquis se perdent, alors que la société regorge de moyens d'améliorer les conditions de vie, d'éléments

d'éducation et de socialisation de plus en plus grands. On en arrive même à des reculs comme considérer que le port du voile est une « liberté », ou que la prostitution est « librement choisie »...

Ce recul renvoie au recul général du mouvement ouvrier, de l'unité de la classe des exploités tant il est vrai que la lutte contre l'oppression spécifique des femmes est indissolublement liée à la lutte contre la société de classe. L'oppression des femmes n'a pas une cause biologique, mais bien sociale. Elle est née avec l'appropriation privée du travail apparue avec l'esclavage, lorsque les forces productives ont atteint un certain stade de développement engendrant l'apparition de la propriété privée et l'exploitation de la femme et des enfants par l'homme. Elle ne peut trouver de solution radicale dans le cadre d'un système où règnent la marchandise et la propriété privée, mais au contraire, dans une société où les travailleurs et la population contrôleront ce qui est produit et comment, pour décharger les femmes du fardeau du travail domestique et faire en sorte que le travail social ne soit plus de l'exploitation, mais la participation à un projet collectif librement pensé.

Il est nécessaire aujourd'hui de redonner toute sa force au lien entre le mouvement ouvrier et le mouvement féministe, pour œuvrer à l'unité de tous les exploités. Cela implique, entre autres, la lutte contre les intégrismes religieux, les justifications morales et physiques à la subordination des femmes, à la négation de leur liberté. Cela implique d'être aux côtés des femmes iraniennes qui se battent contre l'intégrisme et le port du voile. Le combat pour l'unité des exploités est indissociable de la défense des idées les plus avancées : égalité totale hommes femmes, économique, juridique, sociale, droit à la contraception et à l'avortement libres et gratuits, et aussi une conception matérialiste de la vie et du monde, sans superstitions ni préjugés religieux qui font de la femme un être inférieur entaché par la faute originelle, le péché, et qui doit donc se nier dans son corps pour ne pas « tenter »...

Notre combat, celui de notre émancipation en tant que femmes, c'est le combat pour le socialisme. Notre émancipation est impossible sans notre plein accès au travail social, notre libération des tâches domestiques, donc, sans une société où ces charges seront réellement effectuées par la collectivité et non plus par chaque cellule familiale isolée. Une société débarrassée des préjugés sociaux qui brident les libertés et les personnalités, en particulier féminines, où possession et rivalités seront des mots dépassés par des relations libres et collectives. Une société où les producteurs, hommes et femmes, contrôleront autant la production et la distribution des richesses socialisées, la gestion des services publics, que leur natalité et leurs relations personnelles.

Impossible de combattre la vieille société capitaliste et sa morale, complètement dépassée par rapport aux possibilités matérielles, technologiques, scientifiques, humaines qu'elle ouvre, sans la participation active et enthousiaste des exploités, et en premier lieu les plus opprimées, les femmes.

Combattre la morale bourgeoise qui soumet les consciences dans le cadre d'une société dominée par la propriété privée et maintient les femmes dans un rôle subalterne et dépendant, est une tâche quotidienne que nous menons contre toutes les formes d'aliénation, masculine comme féminine. Elle vise à l'unité du monde du travail, par delà les frontières, pour encourager l'intervention des femmes des milieux populaires à l'action sociale et politique, à visage découvert, libres actrices des luttes d'émancipation.

Monica Casanova

[Au sommaire](#)